

LA RELATION RUSSIE-UKRAINE ENTRE INFLUENCE ET INDÉPENDANCE



Toutes nos publications sont disponibles :

- en *téléchargement*, depuis l'adresse internet de notre ASBL dans la rubrique " Etudes et Perspectives " :

www.cpcp.be/index.php/publications/

- en *version papier*, vous pouvez les consulter dans notre centre de documentation situé :

Rue des Deux Eglises, 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00 - Mail : info@cpcp.be

INTRODUCTION

Alors qu'elle est généralement caricaturée dans les médias, la relation qu'entretient Moscou avec l'Ukraine est en fait assez complexe. L'action de la Russie dans son ancienne république afin d'y maintenir une influence est en réalité assez révélatrice de la manière dont elle manœuvre dans l'espace post-soviétique. Cela répond à la volonté russe de redevenir une puissance régionale et internationale de premier plan.

Dans le cas de l'Ukraine, cette action est composée en fait de *soft power*, capacité à agir dans un pays en utilisant l'attraction plutôt que la contrainte ; et de *hard power*, utilisant la coercition économique ou militaire. Deux exemples de *soft power* seront analysés : l'influence de la langue russe en Ukraine et les sympathies de certaines formations politiques ukrainiennes pour Moscou. Deux exemples parlants de *hard power* seront également étudiés : le « chantage » énergétique et la présence militaire russe en Crimée.

I. LANGUE RUSSE : HÉRITAGE SOVIÉTIQUE ET DIASPORA

L'un des principaux héritages de l'époque soviétique en Ukraine est la langue russe. Considérée comme centrale et véhiculaire du temps de l'Union Soviétique, elle est connue des Ukrainiens qui la parlent couramment pour la plupart. 40% des Ukrainiens utilisent d'ailleurs davantage le Russe que l'Ukrainien. La langue russe est donc bien un vecteur culturel du *soft power* dont peut se prévaloir Moscou pour maintenir une influence sur Kiev¹.

Il faut également ajouter à cette importance de la langue russe, la présence de 17% de Russes en Ukraine. Le lien culturel est donc extrêmement fort entre ces citoyens russes en Ukraine et leur patrie d'origine. Moscou fait d'ailleurs de la défense des droits de ces minorités russes, en Ukraine comme ailleurs dans les pays de la CEI, un combat important et ce afin de défendre effectivement les droits de ces minorités russes d'une part, et de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays de l'espace post-soviétique d'autre part, pays que Moscou considère encore comme faisant partie de sa « sphère d'influence ».² La langue et la culture russes sont donc des composantes structurelles majeures de la politique intérieure ukrainienne.

¹ SHERR (J.), « L'étau ukrainien : entre la faiblesse intérieure et la dépendance extérieure », dans *Russie. Nei.Visions*, n. 9, 2006.

² SHERR, *op. cit.* ; TEURTRIE (D.), « La langue russe : un enjeu dans la relation entre la Russie et son étranger proche », dans *Le Courrier des pays de l'Est*, 1043, 2004, p. 63-75.

II. POLITIQUE UKRAINIENNE

Lors de son accession à l'indépendance, l'Ukraine a hérité des infrastructures bureaucratiques de l'Union Soviétique. Durant des années, jusqu'à l'arrivée du Président Viktor Iouchtchenko, peu de changements avaient vu le jour. Un dilemme est alors apparu : l'Ukraine doit-elle se tourner vers l'Union européenne et l'Occident ou rester dans le « giron » de Moscou ? En réalité, la réponse des Ukrainiens est bien plus complexe que cette vision dualiste. Pour la majorité d'entre eux, s'ils sont désireux de se faire reconnaître comme une nation « européenne », il subsiste une grande sympathie envers le peuple russe, doublée cependant d'une méfiance envers les institutions de Moscou.³

Dès lors, la division traditionnelle présentée dans les médias occidentaux entre « pro-européens » et « pro-russes » est en réalité plus complexe que cela. Par exemple, certaines formations politiques telles que le Parti des Régions, d'inspiration libérale d'un point de vue économique, dont est issu le Président actuel Viktor Ianoukovitch et le Parti Communiste d'Ukraine, développent une politique favorable à Moscou. Depuis qu'il a retrouvé la présidence ukrainienne, Viktor Ianoukovitch a notamment marqué son accord pour le renouvellement de la présence militaire russe sur la base navale de Sébastopol, a obtenu une diminution de 30% sur le prix d'achat du gaz russe et, contrairement à Viktor Iouchtchenko, l'ancien président « pro-occidental », il refuse de reconnaître la famine ukrainienne des années 1930 comme une tentative de génocide. Il se prononce encore en faveur des droits de la minorité russe et s'oppose à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Cela étant, il ne faut pas caricaturer les positions du Parti des Régions qui s'impose en réalité davantage comme un parti provincialiste souhaitant le juste milieu entre l'avenir européen de Kiev et son amitié avec la Russie. L'existence de formations « favorables » à Moscou est donc une forme de *soft power* étant donné qu'elles renforcent les liens, politiques dans ce cas-ci, entre Russie et Ukraine et aident à maintenir l'influence de la première sur la seconde.⁴

³ SAMOKHVALOV (Vs.), « Relations in the Russia-Ukraine-EU triangle : zero-sum game or not ? », dans *EUISS occasional paper*, n. 68, 2007.

⁴ *Ibid.*

III. ENERGIE

L'exemple le plus flagrant de *hard power* russe en Ukraine pour maintenir son influence est bien sûr la politique énergétique et les guerres du gaz qui ont fortement secoué les relations russo-ukrainiennes. La première a eu lieu en 2005, lorsque le gouvernement de Viktor Iouchtchenko et de Ioulia Timochenko entreprend une tentative pour contrecarrer les grands groupes pétroliers russes. Ces derniers vont cependant riposter en organisant un blocus autour de l'Ukraine. Kiev est alors contrainte de faire machine arrière. Cet épisode entraînera d'ailleurs des dissensions à l'intérieur de la coalition gouvernementale. L'année suivante, le géant russe Gazprom accuse l'Ukraine de se « servir » illégalement de gaz russe transitant par son territoire. La réaction ne se fait pas attendre, Gazprom suspend ses livraisons sur l'Ukraine, ce qui menace une bonne partie de l'Europe de pénurie. Une nouvelle fois, Kiev cède et Gazprom profite de la situation pour revoir ses tarifs à la hausse, ce qui aura pour effet de pénaliser assez lourdement l'économie du pays.⁵

Durant le mois de janvier 2009, Gazprom et le gouvernement russe accuseront une nouvelle fois l'Ukraine de « siphonner » le gaz russe en transit et fustigeront les défauts de paiement des sociétés ukrainiennes à Gazprom. Une nouvelle fois, la compagnie russe suspend ses livraisons passant par l'Ukraine, ce qui aura des implications directes en Europe. Cet arrêt momentané des livraisons de gaz durant l'hiver entachera encore davantage la popularité du Président Viktor Iouchtchenko, qui sera battu par son rival Ianoukovitch aux élections de l'année suivante.⁶

L'« arme » énergétique constitue donc un levier de choix pour Moscou afin d'infléchir la politique ukrainienne en sa faveur et ce sans avoir à s'y mêler directement.

⁵ TEURTRIE (D.), « La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification », dans *Flux*, n. 71, 2008, p. 24-36 ; PAILLARD (Ch.-A.), « Russie, Ukraine, Union européenne : faux-semblants et perspectives », dans *Revue internationale et stratégique*, n. 84, 2011 ; RADVANYI (J.), 2002, « Réseaux de transport, réseaux d'influence : nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie », dans *Hérodote*, n. 104, p. 38-65.

6 PAILLARD (Ch.-A.), *op. cit.*

IV. LA PRÉSENCE RUSSE EN CRIMÉE

La vision de l'importance de l'Ukraine est relativement différente en Union européenne et dans la Fédération de Russie. Pour Bruxelles, l'intégration à terme de Kiev dans l'espace européen est une question importante alors que pour Moscou, le maintien de l'Ukraine dans sa sphère d'influence est une question primordiale.

A ce titre, la base militaire de Sébastopol, en Crimée, relève, pour la Russie, d'une importance capitale. Depuis 1997, Moscou et Kiev ont un accord pour le maintien de la flotte russe à Sébastopol. Cet accord met fin à une longue dispute entre les deux nations, la Russie ne reconnaissant pas, lors de l'éclatement de l'URSS, la souveraineté ukrainienne sur Sébastopol, considérée comme une zone militaire spéciale. Aujourd'hui, la base de Sébastopol, bien qu'elle coûte cher au gouvernement russe, est considérée comme primordiale pour assurer sa présence en Mer Noire. De plus, à Sébastopol même, une bonne part de la vie civile est organisée par les Russes : commerces, éducation, activités culturelles et sportives... On note donc une influence « pro-russe » assez forte en Crimée, région qui compte déjà par ailleurs un nombre important de Russes.⁷

Cette base militaire importante, si elle rapporte une somme non négligeable à l'Ukraine, n'en reste pas moins une présence militaire russe de fait, qui a la capacité d'influencer la politique ukrainienne de manière plus ou moins contraignante, et ceci associé à la gestion quasi-russe de la ville. Elle constitue donc un levier direct et massif de l'influence russe en Ukraine. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si une opposante « pro-occidentale » comme Ioulia Timouchenko a plusieurs fois remis en cause cette présence de Moscou en Crimée.

⁷ SAMOKHVALOV (Vs.), « Relations in the Russia-Ukraine-EU triangle : zero-sum game or not ? », dans *EUISS occasional paper*, n. 68, 2007.

CONCLUSION

Ces quatre exemples marquants d'influence russe sur l'Ukraine – au niveau culturel, politique, énergétique et militaire – illustrent en réalité fort bien l'ambivalence des instruments de puissance russes, certains basés sur une puissance « traditionnelle » qui se veut une démonstration de force, et d'autres plus « alternatifs » et plus « doux ».

Si l'efficacité de la première méthode est facilement visible, le gain de puissance via le *soft power* est beaucoup moins spectaculaire, mais bien réel néanmoins. De plus, force est de constater que ce *soft power* « fonctionne » mieux en Ukraine que dans la majorité des autres ex- républiques soviétiques. En effet, dans ce pays, la Russie parvient à allier l'utilisation d'une puissance clairement coercitive avec une promotion « douce » de sa culture et de ses valeurs. L'idéal serait pour elle qu'elle parvienne à réaliser cette cohérence entre *hard* et *soft power* dans les autres pays qu'elle souhaite récupérer dans sa sphère d'influence.

BIBLIOGRAPHIE

- PAILLARD (Ch.-A.), « Russie, Ukraine, Union européenne : faux-semblants et perspectives », dans *Revue internationale et stratégique*, n. 84, 2011.
- RADVANYI (J.), « Réseaux de transport, réseaux d'influence : nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie », dans *Hérodote*, n. 104, 2002, p. 38-65.
- SAMOKHVALOV (Vs.), « Relations in the Russia-Ukraine-EU triangle : zero-sum game or not ? », dans *EUISS occasional paper*, n. 68, 2007.
- SHERR (J.), « L'état ukrainien : entre la faiblesse intérieure et la dépendance extérieure », dans *Russie.Nei.Visions*, n. 9, 2006.
- TEURTRIE (D.), « La langue russe : un enjeu dans la relation entre la Russie et son étranger proche », dans *Le Courrier des pays de l'Est*, 1043, 2004, p. 63-75.
- TEURTRIE (D.), « La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification », dans *Flux*, n. 71, 2008, p. 24-36.

Auteur : Julien Milquet
Octobre 2012

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be